

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4464 - Dimanche 29 avril 2018 - Prix : 10 DA

Sur fond d'une guerre de communiqués

Tizi Ouzou : appel à une grève des commerçants

Page 4

Logements et création d'entreprises en Algérie pour nos expatriés

Page 3

Le retournement européen sur l'Iran se précise

Par Mohamed Habili

Ni le président français, ni la chancelière allemande, qui sont allés le voir entre autres pour le faire changer d'avis, tant sur le deal avec l'Iran que sur le protectionnisme, n'ont réussi si peu que ce soit à infléchir les positions du président américain. Des deux dirigeants européens toutefois, le premier est sans doute rentré plus bredouille que la seconde, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'avait pas auparavant péché par excès d'optimisme. A la limite, le fait que Donald Trump lui ait réservé un accueil correct, ce n'était déjà pas si mal pour elle, vu qu'en d'autres circonstances il avait évité de lui serrer la main. Le temps où elle-même et d'autres dirigeants européens manifestaient sans gêne leur irritation par rapport aux sorties dissolvantes du successeur de Barack Obama est bien passé aujourd'hui. L'Occident a un nouveau chef, et comme il ne peut être qu'américain, force est aux Européens d'accepter celui que les Etats-Unis, les seuls en l'occurrence à se prononcer, ont eu la mauvaise idée de leur donner. C'est-à-dire de s'aligner sur ses positions, ou du moins de ne pas trop s'éloigner des siennes, sous peine de se trouver sans chef, dans un contexte où la Russie a repris du poil de la bête. Ainsi d'Emmanuel Macron, qui est parti tout confiant dans son pouvoir de persuasion, et qui est revenu plus près du point de vue de Trump que du sien. Il n'y a qu'à voir tout le mal qu'il a dit de l'accord sur le programme nucléaire iranien pendant les trois jours qu'il a passé sous l'influence directe de Donald Trump.

Suite en page 3

Le mandat de la Minurso prolongé pour six mois uniquement

L'Algérie «prend acte», le Maroc au pied du mur



Ph.D. R.

L'Algérie «ne peut que se féliciter du soutien total du Conseil de sécurité au Secrétaire général et à son Envoyé personnel en vue de relancer, avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit, les négociations afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Lire page 2

Fonds de revenu complémentaire de retraite

Sonatrach et son syndicat décident d'absorber le déficit

Page 5

Ouverture du Festival international de danse contemporaine

Une édition sous le signe de la fusion

Page 13

Le mandat de la Minurso prolongé pour six mois uniquement

L'Algérie «prend acte», le Maroc au pied du mur

■ L'Algérie «ne peut que se féliciter du soutien total du Conseil de sécurité au Secrétaire général et à son Envoyé personnel en vue de relancer, avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit, les négociations afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Par Meriem Benchaouia

Le Maroc tenu de reprendre sans tarder les négociations

Le Conseil de sécurité a renouvelé le mandat de la mission de l'ONU au Sahara occidental. Mais pour la première fois, ce renouvellement est uniquement pour six mois. L'Algérie «prend acte» de la nouvelle résolution sur la question sahraouie et relève avec une grande satisfaction qu'elle réaffirme qu'il n'est de solution à ce conflit, que celle qui assure l'exercice par le peuple du Sahara occidental de son droit inaliénable à l'autodétermination, a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, dans une déclaration suite à l'adoption de la résolution onusienne. L'Algérie «ne peut donc que se féliciter du soutien total du Conseil de sécurité au Secrétaire général et à son Envoyé personnel en vue de relancer, avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit, les négociations afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a-t-il ajouté. «Comme elle ne peut que se joindre à l'appel lancé par le Conseil de sécurité aux deux parties au conflit, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, de reprendre les négociations, sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a souligné M. Benali Cherif, ajoutant que l'Algérie «forme, à cet égard, le vœu que le renouvellement du mandat de la Minurso, pour une période de six mois, incite les deux parties au conflit à prendre part, au plus tôt et sans délai, au cinquième round de négociations que l'Envoyé personnel du Secrétaire général s'est engagé et s'emploie activement à organiser».

Le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus de paix au Sahara occidental occupé, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les parties au conflit à la table des négociations dans un délai de six mois. Les Etats-Unis, agacés par le blocage persistant du processus de paix, ont déclaré vendredi, à l'issue du vote prorogeant le mandat de la Minurso, qu'ils s'attendaient à une reprise des pourparlers au cours des six prochains mois. Amy Tachco, la coordinatrice politique auprès de la mission américaine à l'ONU, a précisé que son pays a adopté cette année une approche différente en ramenant la durée du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso) à six mois au lieu d'une année. «Notre objectif est d'envoyer deux messages : le premier est qu'il ne peut plus y avoir de statu quo concernant la Minurso et le Sahara occidental. Le deuxième est qu'il est maintenant temps d'apporter notre appui, notre plein appui à l'Envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour faciliter les négociations avec les parties au conflit», a-t-elle précisé. «Les Etats-Unis soulignent la nécessité d'avancer vers une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui garantit l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a ajouté la diplomate américaine, affirmant qu'«il était temps de voir des progrès vers une solution politique après 27 ans de statu quo». La représentante américaine a relevé que la Minurso est une mission de maintien de la paix (chargée d'organiser le référendum d'autodétermination) qui aurait dû finir son travail il y a



Ph.D.R.

longtemps. «C'est une mission qui a commencé il y a 27 ans presque jour pour jour», a-t-elle rappelé. Pour autant, elle a estimé que la responsabilité incombait au Conseil de sécurité qui a laissé «le Sahara occidental devenir un exemple typique de conflit gelé». Rappelant le constat de l'ancien ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton, qui avait soutenu dans ses mémoires que la Minurso était sur la voie d'acquiescer une existence presque perpétuelle parce que personne ne savait quoi en faire, la coordinatrice politique a relevé que la mise en garde du Conseiller à la sécurité du président Trump «s'est révélée exacte». «Avec le renouvellement d'aujourd'hui, le Conseil de sécurité a fait un pas en avant pour mettre fin à ce cycle. La prochaine étape sera pour nous de soutenir l'Envoyé personnel (du SG de l'ONU), M. Kohler, et de voir enfin la reprise de discussions réelles et substantielles», a-t-elle dit.

La démarche américaine n'est pas du goût de la France

Amy Tachco a prévenu que le Conseil de sécurité serait appelé en octobre prochain à «examiner attentivement son travail et ses responsabilités si cet objectif n'est pas atteint». La nouvelle démarche met directement le Maroc devant ses responsabilités. Ayant entravé le travail de deux émissaires onusiens, le Maroc s'attelle à chercher des prétextes pour ne pas retourner à la table des négociations. La France, seul soutien du Maroc au Conseil de sécurité parmi les membres permanents, a indiqué vendredi que «ce renouvellement pour six mois qui vise à maintenir la mobilisation du Conseil en appui au processus politique, doit rester une exception». «Le maintien d'un cadre annuel garantit la stabilité des opérations de maintien de la paix», a indiqué son représentant à l'ONU, l'ambassadeur François Delattre, qui a

avancé que la nouvelle démarche risquait de perturber la gestion et la planification des ressources de la Minurso. Des débats du Conseil de sécurité vendredi, il s'est dégagé un consensus important sur la nécessité d'accélérer le règlement du conflit et de soutenir l'émissaire Horst Kohler à cet effet. La majorité des membres du Conseil, y compris ceux qui ont voté en faveur de la résolution, ont déploré le fait que leurs propositions formulées durant les tractations ne soient pas prises en compte. En référence aux remarques du Conseil sur la prétendue présence du Front Polisario à El Guergarat, ces pays membres ont considéré que l'organe onusien devait s'abstenir de faire des déclarations de nature à compromettre le processus de paix. La Russie a mis en garde contre un règlement qui «serait fixé en coulisses», alors que l'Ethiopie a appelé le Conseil à «éviter de donner l'impression qu'il prenait parti».

M. B.

Espagne

Du matériel médical et scolaire acheminé aux camps des réfugiés sahraouis

L'association espagnole de la ville de Fuerteventura (Iles canaries) «Sahara fort», amie avec le peuple sahraoui, a acheminé vendredi plus d'une demi-tonne de matériel médical, principalement des médicaments, plusieurs centaines de lunettes, et aussi du matériel scolaire, destinée aux réfugiés sahraouis vivant dans les camps, a annoncé Juan Francisco Chocho, membre du directoire de ladite association. La délégation, qui achemine cette aide humanitaire collectée par les membres de l'association, est composée de 27 personnes de différents domaines (éducation, santé, communication, institutions etc.). «Nous avons près de 30 valises pleines de matériel médical, principalement des médicaments, plusieurs centaines de lunettes, et aussi du

matériel scolaire», a ajouté la même source. Par ailleurs, le président de l'association «Sahara fort», Juan Valentin Cabrera, a expliqué que ces voyages visent à mettre plus de visibilité sur la situation du peuple sahraoui et permettent également «aux bénévoles de l'association de voir de près la réalité de la population sahraouie et fraterniser avec elle». Ce groupe de bénévoles, a-t-il ajouté, se rend pour la première fois aux camps et «au retour, nous croyons fort qu'on aura de nouveaux ambassadeurs pour la cause sahraouie». D'autre part, il est également intéressant de renforcer les liens historiques entre les populations canarienne et sahraouie, «que malheureusement beaucoup ont oubliée», a déclaré M. Cabrera. «La simple présence

de délégations comme la nôtre pour le peuple sahraoui signifie se sentir soutenu, qu'il n'est pas seul et que sa lutte est toujours vivante». Au programme de ce voyage figure des visites aux écoles, aux hôpitaux, aux points de collecte du Croissant-Rouge sahraoui, a indiqué le même responsable qui souligne que pour la première fois dans les voyages organisés par l'association «Sahara fort», deux professionnels de l'audiovisuel de Fuerteventura vont réaliser des documentaires, des photographies et des témoignages pour «diffuser efficacement la réalité et la situation du peuple sahraoui». «Nous avons obtenu l'autorisation du Front Polisario pour pouvoir filmer et mieux documenter notre voyage et nous espérons pouvoir préparer et diffuser

des contenus d'information pour la presse, la télévision et pour les médias et les réseaux sociaux», a souligné le président de l'association précitée. L'association «Sahara fort» considère qu'il est extrêmement important de poursuivre le travail de coopération et de sensibilisation en étendant la prise de conscience au plus grand nombre possible de la population canarienne sur la cause sahraouie, «basée sur l'expérience personnelle des bénévoles de la délégation», tout en favorisant un mouvement de soutien à tous les niveaux, à travers l'aide humanitaire et institutionnelle, et en apportant un soutien moral et politique à la population du Sahara occidental.

Kamel L./APS

●●●

Temmar et Zemali expliquent à Paris les mesures de Bouteflika

Logements et création d'entreprises en Algérie pour nos expatriés

■ Les ministres de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, ont expliqué les mesures décidées en faveur de la communauté algérienne de France par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, lors d'une rencontre à l'ambassade d'Algérie en France.



Par Thinhinene Khouchi

En effet, concernant le secteur de l'habitat, Temmar a indiqué à Paris que pour les 2 247 logements destinés aux membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger, il y a eu plus de 16 000 souscripteurs à travers les 24 wilayas dès la première opération. «A ce jour, nous avons enregistré 16 535 souscripteurs à travers les 24 wilayas, dont 13 963 provenant de notre communauté établie en France, soit 84% de la demande», a-t-il précisé lors d'une rencontre à l'ambassade d'Algérie en France, avec des membres de la communauté algérienne. Le ministre effectue avec le ministre du Travail, Mourad Zemali, une visite dans quatre villes de France pour expliquer les mesures décidées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en faveur de la communauté algérienne établie à l'étranger. Les deux

ministres sont accompagnés des P-DG du CPA et de l'ENPI et du président de la Chambre nationale des notaires. Le ministre de l'Habitat a encore précisé, dans son intervention devant l'assistance, que le nombre de souscripteurs ayant procédé à la validation de leurs choix s'élève à 6 712, dont 5 310 provenant de France, soit 79%. Les 2 247 logements, répartis à travers les 24 wilayas, sont en cours de réalisation à différents stades d'avancement ou en voie d'achèvement, a-t-il ajouté, soulignant que l'opération vient d'être généralisée à l'ensemble des wilayas que compte l'Algérie afin d'évaluer la demande qui permettra de «monter de nouvelles opérations» en fonction des «disponibilités foncières et des capacités» de l'Entreprise nationale de la promotion immobilière. Cette opération, lancée le 1^{er} février 2018, concerne des modèles de logements conçus en fonction des spécificités de chaque région, et sont déclinés

en collectif, semi-collectif et individuel avec une typologie F3 (80 m²), F4 (100 m²) et F5 (120 m²). En plus des détails qu'il a donnés, le ministre a expliqué que parmi les avantages le souscripteur peut prétendre à un prêt pouvant aller jusqu'à 90% du montant du logement et un taux d'intérêt bonifié de 3% seulement, soulignant que les procédures administratives ont été réduites «au maximum» puisque le dossier, a-t-il dit, «ne comporte qu'une simple demande à la condition de ne pas avoir de bien en Algérie». Pour sa part, le ministre du Travail a affirmé que le Président Bouteflika «insiste sur ces mesures» et a instruit d'adapter les dispositifs existants en matière de création d'entreprises, notamment l'Ansej et la Cnac, aux besoins des membres de la communauté nationale établie à l'étranger. Il a indiqué, dans ce cadre, que beaucoup d'Algériens établis à l'étranger ont procédé à la création d'entreprises en Algérie, donc de

l'emploi et de la richesse, à la faveur de leur accompagnement et du financement de leurs projets, précisant que le crédit bancaire peut atteindre 70% du montant du projet et les intérêts sont bonifiés par l'Etat à 100%. Il a ajouté que le délai de remboursement du crédit est entre 3 à 5 ans et peut aller jusqu'à 10 ans pour des projets dans le Sud du pays. «Il y a eu en Algérie 500 000 micro-entreprises créées et beaucoup de jeunes ont réussi», a-t-il affirmé, lançant un appel à la jeunesse de la communauté à venir participer à la construction de leur pays. Il a soutenu ses propos par l'exemple de deux Algériens de France, qui ont créé leur entreprise en Algérie et sont venus raconter à l'assistance leurs success-stories. Il a également ajouté que les dispositifs en place de création d'entreprises sont ouverts et englobent presque 800 secteurs d'activités, même pour les projets innovants.

T. K.

Trafic d'armes et terrorisme au Sahel

Le rapport de «Project Saffte» ne met pas en cause le Front Polisario

Le rapport sur les «Marchés illicites et acquisition d'armes à feu par les réseaux terroristes en Europe», publié il y a quelques jours, n'a jamais fait état de l'implication du Front Polisario, mouvement de libération du Sahara occidental occupé, dans les actes terroristes perpétrés dans la région sahélo-saharienne, affirme une source diplomatique. Le rapport élaboré par le réseau de recherches «Project Saffte» n'a «pas souligné de collusion

entre le Front Polisario et les groupes terroristes activant dans la région», a déclaré cette source à l'APS, soulignant que ce rapport «a fait l'objet d'une campagne de désinformation menée par les médias marocains».

«Les médias marocains ont déformé la teneur du rapport et ont délibérément mal interprété les passages citant le Front Polisario», a indiqué la même source, faisant remarquer que les informations sur les armes

contenues dans ce rapport ne sont «pas fiables». «Ces informations proviennent des données de l'ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), qui dresse le bilan des conflits en s'appuyant sur les rapports des médias et des organisations non gouvernementales (ONG), dont la plupart sont marocains ou pro-marocains», a-t-elle ajouté. Selon cette source, plusieurs chercheurs au sein de l'ACLED reconnaissent le problème inhé-

rent au manque de fiabilité des chiffres en raison de considérations politiques, économiques ou régionales. D'ailleurs, a-t-elle poursuivi, les passages mettant en cause le Front Polisario et l'Algérie font le plus souvent référence aux articles du politologue maroco-américain et professeur au McDaniel College dans le Maryland, Anouar Boukhars, membre du lobby marocain actif aux Etats-Unis. Par ailleurs, la même source soutient que

même si le rapport est financé par la Commission européenne, comme c'est le cas pour plusieurs autres projets de recherches, il n'en demeure pas moins que son contenu n'engage que ses auteurs. «Il est clairement mentionné dans ce rapport que «cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues», a-t-elle souligné. **Iham B./APS**

LA QUESTION DU JOUR

Le retournement européen sur l'Iran se précise

Suite de la page une

Même revirement dans l'attitude d'Angela Merkel sur le sujet.

Tous les deux se montraient auparavant outrés qu'on essaye seulement de leur faire abandonner un accord qui leur semblait un bon accord à tout point de vue. A Washington, comme ils n'en ont dit que du mal, on se demande maintenant quel funeste aveuglement avait été le leur du temps où il leur semblait, peut-être pas idéal, mais en tout cas ce qu'on pouvait faire de mieux dans le genre. Ne reste plus maintenant que le Chef du gouvernement britannique à «retourner», et c'est tout ce qui compte en Europe qui se sera sur l'Iran converti aux vues particulièrement hostiles envers l'Iran du président américain. A priori, le plus grand allié des Américains en Europe, historiquement en tout cas le plus fiable, ne devrait pas se montrer le plus difficile à faire changer d'avis. Le problème, toutefois, avec les Britanniques, c'est qu'il y a eu l'exemple peu reluisant d'un Premier ministre trop pressé à faire siennes les positions d'un président américain, pour qu'il faille craindre une plus grande résistance de la part de Theresa May. Dans ce pays, le problème ce n'est pas les gens au pouvoir, mais ceux qui sont dans l'opposition, sur la même ligne à cet égard qu'une fraction majoritaire de l'opinion, qui ne veulent pas d'une politique de nature à mener à une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Pour cette raison, le gouvernement britannique n'est peut-être pas aussi libre de se dédire que ses homologues français et allemand. S'agissant de la chancelière allemande plus particulièrement, on se demande ce qui a compté le plus pour elle dans ses échanges avec le président américain : les questions politiques dont dépend la paix dans le monde, comme le dossier iranien, ou le réarmement tarifaire américain, même s'il est encore des plus limités. On se prend à se dire que si elle avait pu convaincre Trump d'exonérer l'Allemagne des taxes sur l'acier et l'aluminium, elle n'aurait pas eu de mal à se dévouer de ses scrupules sur l'Iran. **M. H.**

Sur fond d'une guerre de communiqués

Tizi Ouzou : appel à une grève des commerçants

■ Un appel à une grève générale des commerçants a été lancé pour aujourd'hui et demain lundi à Tizi Ouzou par un collectif des organisations professionnelles.

Par Hamid M.

Le collectif, qui regroupe l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (Fnje) et le Collectif d'appui à la micro-entreprise (Came), exprime plusieurs revendications liées à leurs activités. Les initiateurs de ce mouvement de protestation dénoncent «l'irresponsabilité de la caisse de la Caisse nationale de sécurité sociale non-salarisés (Casnos)» et réclament «l'application du décret 15-289 relatif à la sécurité sociale des personnes non-salarisées exerçant une activité pour leur propre compte dans son intégralité». En appui à la grève générale, ses initiateurs appellent à un sit-in devant les locaux de la Casnos de Tizi Ouzou, situés sur le boulevard Krim

Pour la deuxième année consécutive Mobilis maintient sa 1^{re} place sur le marché de la téléphonie

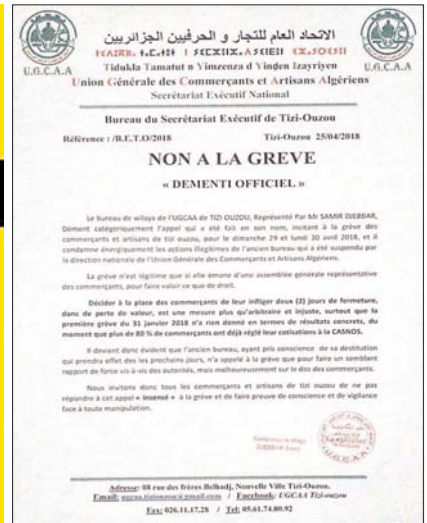
POUR la deuxième année consécutive, Mobilis maintient sa position de leader du marché de la téléphonie et de l'internet mobile en Algérie durant l'exercice 2017. L'opérateur national en téléphonie, mettant en exergue sa «suprématie dans les segments 3G et 4G», indique que 60% des abonnés à la 3G sont des clients de Mobilis. Ce qui pour lui confirme «brillamment» son «leadership» du marché de la téléphonie mobile en Algérie. A ce titre, Mobilis, reprenant les données révélées récemment par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) qui donnait son bilan pour l'exercice 2017, l'opérateur national affirme avoir atteint «plus de 40% des parts de marché de la téléphonie», qu'il se partage, rappelle-t-il, essentiellement entre Djezzy et Ooredoo, soulignant à ce sujet sa «suprématie dans les segments 3G et 4G». Commentant ces résultats dans son rapport, l'ARPT estimera que «ces chiffres matérialisent l'investissement et les efforts consentis par l'opérateur national (Mobilis) durant l'année précédente, par l'amélioration de la qualité de service» et son «engagement à mettre à la disposition des Algériens en général, et des acteurs économiques en particulier, les solutions technologiques les plus innovantes».

L. N./Communiqué

Belkacem. Réagissant, par ailleurs, à cet appel à la grève générale de deux jours, le bureau exécutif de l'Ugcaa dément toute implication de l'organisation dans ce mouvement de protestation.

Dans une déclaration portant le cachet de l'Ugcaa de Tizi Ouzou, son coordinateur, Samir Djebbar, apporte «un démenti officiel» et condamne les «actions illégitimes de l'ancien bureau». Il appelle les commerçants à ne pas adhérer à la grève.

H. M.



Sous le slogan «Pour un large gouvernement de travail»

Le MDS participe à la présidentielle de 2019

Le Mouvement démocratique et social (MDS) participera à l'élection présidentielle de 2019 sous le slogan «Pour un large gouvernement de travail» avec pour objectif de «poser les bases matérielles pour une deuxième République», a-t-on indiqué hier auprès de cette formation politique. «Le MDS a décidé à l'unanimité, lors de son congrès ordinaire tenu vendredi à Alger, de participer à la présidentielle de 2019 sous le slogan "Pour un large gouvernement de travail"», a précisé à l'APS Redouane Khaled, membre du bureau national

du parti. Le MDS a, à cette occasion, élu à la majorité son porte-parole Fethi Gharès, comme candidat officiel du parti à cette élection présidentielle, a-t-il ajouté, expliquant que cette participation sera l'occasion pour sa formation politique de «poser les bases matérielles pour aller vers une deuxième République». Lors de ce congrès, le parti a présenté des propositions «pour booster notamment l'économie nationale touchée de plein fouet par la crise financière, parmi lesquelles la nécessité de créer une nouvelle monnaie nationale afin de

recouvrer la valeur de la monnaie et de récupérer, par là même, l'argent qui circule dans l'informel». Le MDS, dont le dernier congrès a été organisé il y a de cela deux décennies, a salué les différentes luttes populaires enregistrées ces derniers mois dans le pays pour la promotion de la langue tamazight, de même que les mouvements de protestation des médecins et autres enseignants, expliquant que «le peuple algérien peut exprimer son opinion pacifiquement, au contraire de ce que souhaitent certaines parties». H. N.

Il valorise le patrimoine animalier de la région

Biskra : Salon du mouton de Ouled Djellal

Le Salon du mouton de la ville d'Ouled Djellal (98 km à l'ouest de Biskra), ouvert vendredi après-midi à la salle omnisports de cette localité, œuvre à «valoriser» le patrimoine animalier de la région, notamment le mouton de la race d'Ouled Djellal, ont indiqué des professionnels participant à cet événement. Le président du Conseil interprofessionnel de la filière viande, Belkacem Mezrou, a considéré que le Salon du mouton «met en avant les potentialités de la région dans l'élevage et les efforts des éleveurs locaux dans la promotion d'une richesse animale particulière». Il a ajouté que la participation distinguée des éleveurs venus de plusieurs régions de la wilaya permet de «rapprocher les avis et échanger les expériences» visant le développement et la préservation du patrimoine

animalier, rappelant que la qualité de la viande de cette région n'est plus à démontrer, notamment «la race du mouton d'Ouled Djellal», roi des ruminants». De son côté, le secrétaire général de la Chambre locale d'agriculture, Mohamed Faouzi Ghomri, a estimé nécessaire «la valorisation du mouton de la race d'Ouled Djellal à travers ce genre de manifestation et la participation des intervenants dans l'élevage, ceux de la santé et l'alimentation animale». Plus de 70 éleveurs de la wilaya de Biskra sont présents au Salon du mouton, s'étalant sur deux jours, organisé en coordination entre la Chambre d'agriculture locale et la direction des services agricoles (DSA), où des stands sont également consacrés à l'exposition de différentes catégories de produits animaliers en plus

de ceux d'un certain nombre d'entreprises participantes en relation avec l'activité agricole et à l'élevage notamment. Le Salon du mouton propose aux éleveurs de participer au concours du meilleur bélier, la meilleure brebis et du meilleur mouton de la race «Ouled Djellal» en plus d'une compétition destinée aux mêmes catégories en dehors de la variété des moutons d'Ouled Djellal. Selon la direction des services agricoles, la wilaya de Biskra compte une richesse animale estimée à plus de 1 500 000 têtes, dont environ un million d'ovins et 400 000 têtes de caprins, et qui se concentrent (notamment la race d'Ouled Djellal) dans les régions Ouest de la wilaya, à savoir à Besbes, Ras El Miad, Doucen, Ouled Djellal, Chaiba et Sidi Khaled.

Hania T.

Du 2 au 5 mai à Oran

1^{re} édition du «Salon des sports et loisirs»

La première édition du «Salon des sports et Loisirs» aura lieu du 2 au 5 mai prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO) «Mohamed-Benahmed» et accueillera une centaine d'exposants, ont annoncé, jeudi, les organisateurs lors d'une conférence de presse. Mohamed Chellouche, chargé de la communication de «Myriade Communication», agence organisatrice de l'événement, a indiqué que l'idée de lancer un salon dédié aux sports et aux loisirs est partie d'un constat, celui des caractéristiques principales de l'Algérie actuelle, à savoir «une population jeune et un niveau de vie en constante amélioration», ajoutant que «les sports et les loisirs ont intégré le mode de vie de chacun et sont devenus une occupation courante dans la société». L'autre constat est en rapport, selon le même responsable, avec une attente d'information et de communication sur ces deux

domaines (sports et loisirs), autant chez les professionnels qui ont en fait leur métier, qu'au niveau du grand public, à la fois consommateur et acteur. Ce premier salon répond également à l'exigence de «développer les réseaux liés à ces deux domaines et ce, à travers toutes les formes de structures, notamment les clubs sportifs, les centres de loisirs, les associations, ainsi que les formes d'activités, particulièrement les compétitions, les jeux et autres», selon Mohamed Chellouche. Il a indiqué que le salon se donne pour objectif de «contribuer à faire connaître les besoins en augmentation constante en matière de sports et de loisirs, deux domaines très vastes marqués par une extrême diversité et par des mutations très rapides induites par les progrès scientifiques et technologiques». Le salon se veut aussi un carrefour qui prend en compte la dimension économique des activités sportives

et de loisirs sur les plans industriel et commercial, précise l'animateur de la conférence de presse, signalant que la manifestation s'adresse aux opérateurs économiques ainsi qu'aux institutions, organismes et professionnels et au grand public. L'organisateur a ajouté que le salon intéresse les sportifs, les dirigeants et encadreurs, les spécialistes dans divers créneaux tels la médecine sportive, le management ou les médias, les équipementiers et vendeurs d'articles et matériels, ainsi que les porteurs de projets en rapport avec l'industrie des sports et des loisirs et les responsables d'espaces dédiés à ces deux domaines. En plus du volet exposition, des espaces d'animation et de démonstration sont également prévus pour les visiteurs du salon. Les organisateurs tablent sur 20 000 visiteurs durant les quatre jours que durera ce salon.

G. T.

Fonds de revenu complémentaire de retraite

Sonatrach et son syndicat décident d'absorber le déficit

■ Le déficit du Fonds de revenu complémentaire de retraite de la compagnie pétrolière nationale (Sonatrach) sera supporté à hauteur de 75% par l'entreprise et de 25% par le syndicat national du Groupe, permettant le sauvetage du fonds et d'en assurer sa pérennité afin de préserver les acquis des salariés et des retraités, a indiqué samedi un communiqué de Sonatrach.

Par Assia D.

Un nouvel avenant à la convention de 1998, portant sur la pension complémentaire de retraite (PCR), a été signé le 22 avril dernier, par le P-dg du Groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, le Syndicat national de la compagnie pétrolière, ainsi que la Mutuelle de l'industrie du pétrole (MIP), a précisé la même source. «Soucieux de préserver les acquis des salariés et des retraités et éviter la situation de faillite évidente et imminente du Fonds,



PHOTO: R.

aggravée par les départs massifs en retraite (avant 60 ans), enregistrés durant les exercices 2015 et 2016, la Sonatrach et le syndicat de l'entreprise ont engagé des actions afin de permettre le sauvetage du fonds et d'en assurer sa pérennité», a souligné le document. «Ces actions ont été couronnées par une prise de décision salvatrice, dont l'effort consenti pour assurer l'équilibre du fonds et absorber les déficits cumulés, sera supporté par la Sonatrach à hauteur de 75%, et de 25% par le Syndicat national sur le fonds des œuvres sociales relatif à la PCR et consacré

exclusivement aux retraités de Sonatrach Spa», a-t-on ajouté. Cette mesure a été adoptée par l'ensemble des délégués (représentants des travailleurs de Sonatrach SPA) présents au congrès du renouvellement du Syndicat national de Sonatrach, tenu le 23 février 2018 à Oran, et ne concernera que les retraités de Sonatrach Spa au titre du principe de solidarité. «non pas par simple obligation contractuelle, mais par engagement moral et responsabilité sociétale», explique la Sonatrach. Dès son entrée en vigueur, l'avenant à travers ses

nouvelles dispositions, permettra le retour à un paiement régulier des revenus (RCR), la prise en charge des 9 000 nouveaux dossiers en souffrance depuis 2015, le paiement des dus antérieurs (différents rappels et régularisations), ainsi que d'assurer la pérennité du Fonds à l'horizon de 2030, assure la Compagnie pétrolière. A cet effet, un comité de suivi a été mis en place par la Direction générale de Sonatrach Spa, en concertation avec son Syndicat national, pour veiller à l'application de tous les articles de l'avenant. Ce Comité est composé de représentants de la

Direction générale de Sonatrach Spa, du Syndicat national de l'entreprise, ainsi que les représentants de la MIP. La Sonatrach a par ailleurs rappelé que le Fonds de revenu complémentaire de retraite, a connu ces dernières années «des perturbations qui ont impacté sévèrement sa trésorerie», ajoutant que depuis 2014, les engagements du Fonds «ne pouvaient plus être honorés par les mécanismes en vigueur». Face à la situation de cessation de paiements qui s'installait, une première solution a été apportée immédiatement, par une augmentation des cotisations des salariés et de la contribution de l'employeur. Devant la persistance du déficit, une deuxième mesure a été mise en œuvre, en 2015, en consolidation de la première solution, et a consisté en la révision du taux généré par année de cotisation validée (de 1% à 0,625% par an) de la pension complémentaire de retraite. Ces deux solutions, dictées par le principe de solidarité entre les différents acteurs (employés, employeur et retraités) «n'ont pas permis d'assurer l'équilibre financier escompté», a souligné la Sonatrach. La Direction générale de Sonatrach, son Syndicat national, ainsi que la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et chimie (FNTPGC), ont en outre, remercié «l'ensemble des retraités pour leur patience et sens de responsabilité démontrés tout au long de cette période», en saisissant l'occasion pour saluer l'ensemble de leurs retraités et travailleurs à l'occasion de la Journée internationale du travail.

A. D.

Pétrole

Les prix en légère baisse

Les prix du pétrole ont terminé en légère baisse, à la fin d'une semaine marquée par une recrudescence des risques géopolitiques pouvant influencer l'offre d'or noir dans le monde. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a terminé à 74,64 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 10 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a perdu 9 cents à 68,10 dollars. Sur la semaine le Brent a enregistré une progression de 0,78% et le WTI un repli de 0,41%. «Parmi les arguments en faveur d'une montée des prix, le marché continue d'accorder une prime de risque à la possibilité que le président Trump choisisse de réinstaurer les sanctions iraniennes», remarque Robbie Fraser de Schneider Electric. Le président américain a jusqu'au 12 mai pour indiquer si les Etats-Unis renouvellent ou non l'ac-

cord sur le nucléaire en Iran, troisième plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La chancelière allemande Angela Merkel était vendredi à Washington pour tenter de convaincre Donald Trump de sauvegarder ce texte adopté en 2015 après plusieurs années d'après négociations. Mais les risques géopolitiques viennent aussi du Venezuela, où des élections présidentielles anticipées

sont prévues le 20 mai, et d'éventuelles sanctions américaines contre la Russie, remarque Gene McGillian de Tradition Energy. «Nous estimons que l'équivalent de 1,5 million de barils par jour sont menacés par des risques géopolitiques, surtout au Venezuela, en Iran et en Libye», énumèrent de leur côté les analystes de Bank of America Merrill Lynch. «Au vu de la passivité des échanges ces deux derniers jours, le marché

semble retenir sa respiration en attendant de voir ce qui va se passer sur l'ensemble de ces terrains», affirme M. McGillian. Parallèlement, les cours restent lestés par la hausse continue de la production aux Etats-Unis, à un niveau record. Selon le rapport hebdomadaire de la société américaine Baker Hughes publié vendredi, le nombre de puits actifs de forage de pétrole dans le pays a encore progressé cette semaine, de 5 unités pour

atteindre 825 puits. Signe d'une augmentation encore plus marquée de la production dans les mois à venir. «La vigueur du dollar fait de l'ombre aux tensions géopolitiques», estime aussi Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. La hausse du billet vert, qui sert de référence aux prix du baril, rend en effet le pétrole plus coûteux pour les investisseurs utilisant d'autres devises et tend à limiter les achats.

A.O./APS

Chine

Recul du déficit du commerce des services

La Chine a enregistré un léger recul du déficit du commerce des services en mars dernier, selon des données publiées par l'administration chinoise des changes (ANC). Le déficit s'est établi à environ 26,2 milliards de dollars le mois dernier, contre 27,3 milliards de dollars en février, d'après les données de l'ANC. Les revenus provenant du com-

merce des services étaient d'environ 20,4 milliards de dollars, tandis que le total des dépenses s'est élevé à environ 46,6 milliards de dollars. Contrairement au commerce des marchandises, le commerce des services fait référence à la vente et à la livraison de produits immatériels tels que les transports, le tourisme, les télécommunications, la construction,

la publicité, l'informatique et la comptabilité. La Chine a adopté des mesures visant à améliorer le développement du commerce des services, dont l'ouverture progressive des secteurs de la finance, de l'éducation, de la culture et des soins médicaux. L'ANC a commencé à publier les données mensuelles du commerce des services en janvier 2014 pour

améliorer la transparence des statistiques de la balance des paiements. Depuis le début de l'année 2015, l'ANC a également inclus les données mensuelles du commerce des marchandises dans ses rapports. Le mois dernier, la Chine a enregistré un déficit de 6,3 milliards de dollars en matière de commerce des marchandises.

R.E.

Illizi

Réalisation d'une route de désenclavement de la localité d'Oued Samen

■ Les travaux de réalisation d'un axe routier pour désenclaver la localité d'Oued Samen (commune d'Illizi) enregistrent un rythme «soutenu», a-t-on appris mercredi du directeur des travaux publics de la wilaya.

Par Lyes B.

Retenu dans le cadre du fonds de développement des régions du Sud, ce projet réparti en trois lots a pour objectif de relier, sur une distance de 150 km, cette localité enclavée au chef-lieu de la commune, a indiqué, Naâmane Soumâa. La réception des deux premiers lots est prévue en juin prochain, alors que les travaux d'exécution de la troisième tranche de cette opération, qui englobe aussi la réalisation de gués pour le passage d'eaux d'oueds, n'ont pas encore été lancés, a-t-il ajouté. Lors d'une visite du projet, le wali d'Illizi Aïssa Boulehya a mis l'accent sur le respect des délais d'exécution, au regard de l'importance stratégique de ce projet et ses perspectives socio-économiques pour la région, signalant qu'une réévaluation sera effectuée prochainement afin de compléter la troisième tranche en question. Selon le responsable, la wilaya s'emploie aussi à l'inscription d'une autre



opération portant sur la réalisation d'une route reliant Oued Samen à Bordj Omar Idriss sur 210 km, ce qui permettra de réduire la distance entre cette dernière et le chef-lieu de wilaya de presque la moitié. Les repré-

sentants de la société civile d'Oued-Samen ont saisi l'occasion d'une rencontre avec les autorités de la wilaya en marge de cette visite de terrain pour soulever leurs doléances en matière de développement local

et d'amélioration du cadre de vie général, notamment la réalisation du réseau d'eau potable, l'amélioration des prestations de santé et l'acquisition de quotas aux jeunes dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion profes-

sionnelle (DAIP). Leurs doléances ont porté aussi sur la réalisation d'un puits pastoral dans la localité de Tinenine, en assurant la maintenance permanente des kits solaires.

L. B./APS

Sétif

Lancement des brigades d'énergie

La direction générale de la Société nationale de distribution d'électricité et de gaz (Sonelgaz), a lancé officiellement depuis la maison de la culture Houari Boumediène de Sétif, des équipes d'énergie sous le slogan «conseils-instructions-consultation». Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des services et l'accompagnement de l'abonné pour une consommation raisonnable d'électricité et de gaz, a été lancée en présence du président directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, le chef de l'exécutif local Nasser Maasekri ainsi que

des cadres de la même société. Le directeur de la société nationale de distribution d'électricité et de gaz de la région Est (SDE-EST), Abdelaali Farhani, a indiqué qu'à travers ces brigades d'énergie, la société qu'il représente ambitionne de consacrer le principe de la société-citoyenne offrant des services d'accompagnement à ses abonnés. Il a détaillé que ces brigades composées de 3 à 5 membres dont des femmes, spécialistes en électricité et en gaz, chargés des relations commerciales et juridiques et de la prévention et de la sécurité, sillonneront plusieurs

wilayas pour guider et orienter l'abonné avec l'objectif d'inculquer une culture de prévention s'agissant de la consommation de l'électricité et du gaz. Pour sa part, le chargé de communication au niveau de la direction générale de cette société, Khalil Hedna, a déclaré que la création de brigades d'énergie vise le rapprochement du bureau de conseil et d'orientation du citoyen pour améliorer le service dans le secteur de l'énergie, conformément aux orientations de la tutelle.

Hocine A.

Oran Octroi de crédits à 3 726 promoteurs activant dans le textile et l'habillement

L'AGENCE nationale de gestion du micro-crédit a octroyé des crédits à 3 726 promoteurs activant dans le secteur de l'habillement et du textile à Oran en l'espace de 12 années, a-t-on appris du responsable local de l'Angem. L'Angem a accordé, depuis son lancement en 2005 et jusqu'à 2017, des crédits d'une valeur de 100 millions DA à 2 191 promoteurs dont 1 495 femmes pour concrétiser des projets de textile et d'habillement, a indiqué Redouane Bentayeb. S'agissant de la création d'entreprises en habillement et fourrures, 1 235 promoteurs dont 741 femmes ont bénéficié de micro-crédits d'une valeur de plus de 55 millions DA chacun, a-t-il ajouté. Ces crédits sont accordés pour l'achat de la matière première, d'un coût ne dépassant pas 100 000 DA, dans le cadre du financement triangulaire (promoteur, banque et Angem), soit un total d'un milliard DA, a indiqué le directeur local de l'agence. En outre, l'Angem offre des services gratuitement aux promoteurs dont celui de la formation au profit des promoteurs de micro-entreprises et ceux ayant bénéficié de financement triangulaire.

R.R.

M'sila/Électricité et gaz

338 millions de dinars pour améliorer la qualité des services

Un montant financier estimé à 338 millions DA a été alloué dans la wilaya de M'sila au titre du premier trimestre de l'année 2018 pour soutenir les réseaux d'électricité et de gaz naturel, a-t-on appris auprès du directeur local de la société d'électricité et du gaz (SDE-M'sila). S'exprimant en marge du coup d'envoi de la caravane de sensibilisation autour de l'utilisation de l'énergie, la même source a précisé que 268 millions DA sur le mon-

tant global ont été consacrés au soutien du réseau électrique, tandis que 70 millions DA ont été accordés pour le renforcement du réseau gazier. Cette opération vise l'amélioration de la qualité des services dans ce domaine à travers le renouvellement et l'extension des réseaux, tout en assurant leur entretien continu, selon la même source, rappelant qu'un investissement de 1,63 milliard DA a été réservé dans la wilaya durant l'année 2017, pour

soutenir les infrastructures de ce secteur. Un total de 863 millions DA parmi le montant global a été consacré au réseau électrique, tandis que le soutien du réseau de gaz naturel a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 200 millions DA, a-t-on détaillé. En dépit des efforts consentis pour améliorer le service public en matière d'énergie, «certains obstacles» empêchent encore la concrétisation aspirations de cette société dont, a-t-

on indiqué «les créances non payées s'élevant à plus de 2,7 milliards DA en plus du pourcentage élevé (14%) de pertes d'énergie, pour diverses raisons». Deux antennes commerciales de cette société destinées à rapprocher les services auprès de 230 000 abonnés ont été ouvertes cette année dans les communes de Boussaâda et de M'sila, a-t-on encore fait savoir.

TKH/APS

Batna

Un nouveau quota de 1000 unités location-vente attribué à la wilaya

La wilaya de Batna a bénéficié d'un nouveau quota de logement location-vente estimé à 1 000 unités, a indiqué le chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda. Lors de son intervention au cours de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), le même responsable a précisé que «ce quota s'ajoute à celui dont la wilaya a bénéficié, lors de la récente visite du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la

ville, Abdelwahid Tammar, qui comprenait 3 300 unités du programme location-vente, 1 000 logements LPA (logement promotionnels aidés) ainsi que 2 600 aides pour l'habitat rurale». Le wali a souligné que le nombre de logements en cours de réalisation à travers la wilaya de Batna est estimé à 26 502 unités, dont 3 030 logements publics locatifs (LPL) et 6 350 logements location-vente ainsi que 686 logements promotionnels publics

(LPP). En outre, il a été révélé, au cours de cette session, consacrée à l'étude de la situation générale de la wilaya dans divers secteurs, qu'un total de 8 885 logements de différents types sera attribué à travers les différentes communes «avant la fin de l'année en cours». Le parc immobilier de la wilaya de Batna a atteint jusqu'à la fin de l'année dernière 306 060 unités.

Agences



Libye

Le retour de Khalifa Haftar dissipe les craintes d'un vide de pouvoir

■ L'homme fort de la Cyrénaïque a regagné Benghazi après deux semaines d'hôpital à Paris. Le silence médiatique lors de son absence a affolé même son propre camp. Son hospitalisation et le silence qui s'en est suivi une quinzaine de jours durant, avaient jeté l'émoi en Libye, où les rumeurs sur sa succession s'étaient emballées.

Par Farid L.

Le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque et patron de l'Armée nationale libyenne (ANL), a finalement regagné, jeudi 26 avril, Benghazi, la métropole de la Libye orientale dont il a fait son bastion. Il avait été hospitalisé le 11 avril dans un établissement parisien pour des complications cardiaques. Agé de 75 ans, M. Haftar, protagoniste central des efforts de règlement de la crise libyenne, a été accueilli par les généraux de l'ANL sur le tarmac de l'aéroport de Benghazi alors que son camp s'apprête à célébrer le quatrième anniversaire de la campagne militaire «Karama» («dignité») déclenchée au printemps 2014 contre les groupes islamistes armés dans cette région. Vêtu d'un costume-cravate de couleur noire, et souriant, M. Haftar a affiché une santé apparente prenant radicalement à contre-pied les spéculations les plus échevelées l'ayant présenté comme mort, ou frappé d'incapacité. L'absence – apparemment délibérée – de tout document photo ou vidéo attestant de son rétablissement médical a contribué à la propagation d'informations erronées. Le retour à Benghazi du maréchal met ainsi un terme à la confusion qui s'était installée dans son propre camp, agité par la perspective d'une crise de succession. L'attentat à la voiture pié-

Mauritanie Des ONG indésirables à la Commission africaine des droits de l'homme

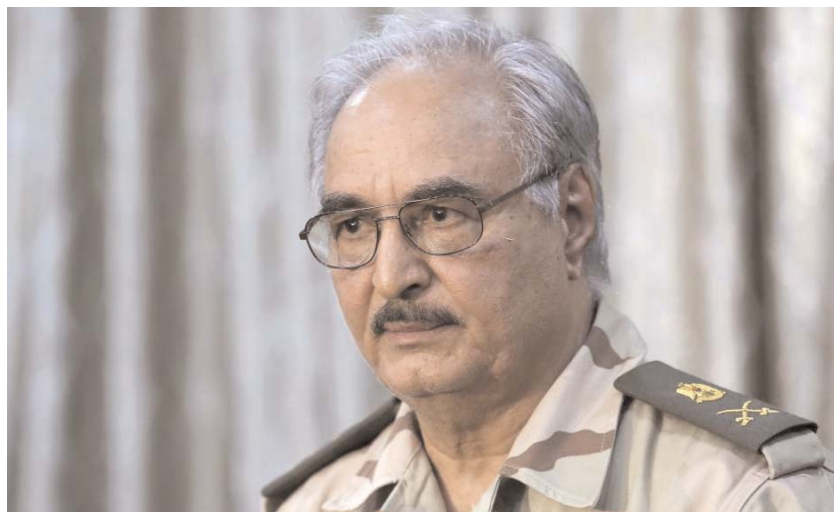
LA MAURITANIE abrite depuis mercredi 25 avril, la 62^e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Ouverts par le président mauritanien et la présidente de la Commission, les travaux se déroulent sans la participation de plusieurs ONG mauritaniennes empêchées de prendre part en dépit de leur badge de participants «invités officiels». La présidente de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Malienne Soyata Maiga, avait qualifié d'encourageants les efforts de la Mauritanie en matière de promotion des droits humains. Une appréciation un peu hâtive alors que des délégués des ONG mauritaniennes étaient empêchés d'accéder au Centre international des conférences.

R. F.

gée, dont avait réchappé près de Benghazi le 18 avril Abdulrazzak Al-Nazuri, chef d'état-major de l'ANL, avait illustré ce péril d'un vide de pouvoir. Dans les chancelleries diplomatiques, notamment occidentales, l'inquiétude de voir la Cyrénaïque basculer dans des affrontements fratricides est réelle. Personnalité très puissante de la Libye orientale, mais animée d'ambitions nationales, M. Haftar incarne un courant militariste et autoritaire avec lequel les Nations unies et les capitales européennes ont dû composer, en particulier après qu'il a conquis le Croissant pétrolier (principale plate-forme d'exportation du brut libyen) à l'automne 2016. M. Haftar est très soutenu par l'Égypte et les Emirats arabes unis (EAU).

Une configuration politico-militaire en question

Depuis qu'il a pris ses fonctions il y a un an, Ghassan Salamé, chef de la Mission d'appui des Nations unies pour la Libye (Manul), multiplie les navettes pour tenter de rapprocher les points de vue entre Khalifa Haftar et Faiez Sarraj, le chef du gouvernement d'«accord national» établi à Tripoli (ouest) et soutenu par la communauté internationale. Le maréchal Haftar a toujours refusé d'admettre la légitimité du gouvernement de Sarraj, qu'il estime illégal et soutenu par de simples «milices». M. Salamé tente de résorber cette fracture entre l'ouest et l'est libyens en tentant pour commencer de réunifier leurs institutions militaires respectives. Son plan prévoit notamment de futures élections législatives et présidentielles, ini-



PH. > D. R.

tialement prévues cette année, dans le but de refonder la légitimité d'un pouvoir réunifié. La grande question que pose désormais le retour de Haftar est celle de la configuration politico-militaire de son propre camp. Ce dernier va-t-il sortir indemne de l'épisode alors que les rumeurs sur l'état de santé du maréchal hospitalisé ont pu libérer des ambitions jusque-là discrètes ? Il faudra notamment surveiller l'évolution du rapport entre Haftar et Aguila Saleh, le président du Parlement (élu en juin 2014) exilé à Tobrouk dans la foulée de l'éclatement de la guerre civile de l'été 2014 entre l'ANL du maréchal Haftar et le bloc militaire dominant en Tripolitaine (ouest) où les islamistes exerçaient une influence significative. M. Saleh a longtemps été un soutien indéfectible à M. Haftar mais leurs relations s'étaient dégradées ces derniers mois.

Une autre incertitude tient dans l'avenir de l'alliance que Haftar avait su constituer avec les grandes tribus de la Cyrénaïque, notamment avec celle des Awagir qui affiche des prétentions historiques sur la ville de Benghazi. Les relations entre les Awagir et la garde rapprochée de Haftar, issue de la tribu des Ferjani – originaire de la Tripolitaine –, s'étaient détériorées en 2017. Enfin, la manière dont Haftar parviendra à contrôler ses alliés salafistes dits «makhhalistes» (non djihadistes), devenus influents en Cyrénaïque au point de jouer un rôle de police morale très coercitive, pèsera sur le paysage politico-militaire de cette région.

Une absence de communication préjudiciable

Était-ce pour y voir plus clair

sur son propre camp que le maréchal Haftar a refusé de diffuser tout témoignage sur son véritable état de santé durant son hospitalisation ? Alors qu'il lui aurait été facile de tuer la rumeur en répondant favorablement aux sollicitations des médias, qui n'ont pas manqué, ou en laissant ses services de communication diffuser des photos ou enregistrements vidéo attestant de l'amélioration de sa santé, M. Haftar a opté pour un long silence. «Il voulait laisser le tableau s'éclaircir afin de voir qui était fort et qui était faible», confie au Monde l'un de ses proches, qui l'a rencontré à Paris trois jours après son hospitalisation. La stratégie de communication du maréchal a permis de poser pour la première fois la question de l'«après-Haftar» en Libye. L'épisode laissera de toute évidence des traces.

F. L./Agences

Tunisie

Première participation des militaires et agents sécuritaires aux prochaines municipales

Les membres des corps militaire et sécuritaire se rendront dimanche aux urnes pour participer pour la première fois aux élections municipales prévues le 6 mai en Tunisie, a indiqué l'agence de presse tunisienne TAP. Environ 36 mille cinquante membres des deux institutions choisiront leurs représentants aux conseils municipaux. Le scrutin se déroulera au moment où la campagne démarrée le 14 avril, se poursuit pour le public large jusqu'au 4 mai prochain. Au total, trois cent cinquante neuf bureaux seront ouverts pour le vote qui aura lieu à une semaine d'intervalle avec celui de l'ensemble du corps électoral, le 6 mai prochain. Il s'agira des premières municipales organisées après 2011, les dernières en date ayant eu lieu en 2010. Lors d'une conférence de presse organisée mercredi pour rappeler les mesures spéciales du vote de cette nou-

velle catégorie d'électeurs, le secrétaire général de l'Union nationale des syndicats des forces de sécurité tunisienne lmed Belhadj Khalifa, a qualifié l'évènement d'«historique», soulignant l'entière adhésion des syndicats sécuritaires à ce processus et leur détermination à faire réussir ces échéances. En Tunisie, la loi organique n 2017-7 du 14 février 2017, modifiant et complétant la loi organique n 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et référendums fixe une série de mesures qui différencient les militaires et sécuritaires du reste du corps électoral. La loi accorde aux militaires et agents des forces de sécurité intérieure le droit de vote mais seulement pour les élections municipales et régionales. Les municipales du 6 mai 2018 sont les premières élections municipales depuis la révolution de 2011. Selon la TAP, le chef observateur de la Mission d'ob-

servation électorale de l'Union européenne (MOE UE) et membre du parlement européen, Fabio Massimo Castaldo, se trouve à Tunis, à l'invitation de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) et des autorités tunisiennes. «A travers cette mission d'observation électorale, l'Union européenne renouvelle son engagement aux côtés du peuple tunisien dans cette phase cruciale pour l'enracinement de sa démocratie», a-t-il déclaré à son arrivée à Tunis mercredi. «Ces élections sont un pas historique dans la réalisation de la décentralisation, un des objectifs essentiels de la Constitution», a ajouté M. Castaldo qui a déjà observé, en 2014, les élections en Tunisie, dans le cadre de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne.

Sara H./APS



Bande de Ghaza

Face aux manifestations, l'usage des armes israéliennes dans le collimateur

■ Sur son lit d'hôpital à Ghaza, Mohammed al-Moughari se rappelle qu'il aurait pu passer le doigt à travers sa plaie quand il a été blessé à la jambe par le tir d'un soldat israélien.

Par Rosa C.

Plus de 40 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis le début, le 30 mars, de la «grande marche du retour», un mouvement de protestation massif dans la bande de Ghaza le long de la frontière avec Israël. Mais les médecins sont troublés par l'afflux de patients avec de très graves blessures, notamment dans la région du genou. L'armée israélienne est confrontée non seulement aux mises en cause pour usage disproportionné de la force, mais aux interrogations sur les munitions employées et sur une tactique qui pourrait laisser des centaines de Palestiniens handicapés à vie. Les bandages

dissimulent à présent la gravité de la blessure reçue il y a trois semaines par Mohammed al-Moughari, 28 ans, qui n'exclut pas une amputation. «La jambe est complètement détruite sur 30 centimètres», raconte le jeune homme. «J'avais l'intention de me marier bientôt, mais je n'y pense plus», admet-il. Il raconte qu'il se trouvait vers l'avant de la manifestation. La plupart des milliers de Palestiniens qui manifestent se tiennent prudemment à distance de la barrière lourdement gardée par les soldats israéliens. Mais des groupes vont défier le danger en s'approchant pour lancer des pierres ou faire rouler des pneus enflammés vers les soldats. Mohammed al-Moughari refuse

de dire s'il prenait part aux violences. L'armée israélienne dit ne tirer «à balles réelles qu'en dernier ressort, quand tous les autres moyens de parer la menace ont été épuisés». Il s'agit, dit-elle, de protéger les soldats, et d'empêcher les Palestiniens de forcer la barrière, puis de menacer les civils israéliens riverains de Ghaza. Selon elle, les manifestants sont instrumentalisés par le mouvement islamiste Hamas qui dirige l'enclave et auquel Israël a livré trois guerres depuis 2008. La protestation sert de couvert aux agissements «terroristes» du Hamas et les civils font office de «boucliers humains», dit-elle.

L'armée multiplie les appels aux Gazaouis à se tenir à l'écart de la barrière. L'asymétrie des moyens, la lourdeur du bilan humain côté palestinien alors qu'aucune victime n'a été rapportée côté israélien, le fait que des enfants et des journalistes aient été touchés et qu'un certain nombre de Palestiniens tués ou blessés ne paraissent pas représenter une menace directe à l'égard d'Israël aux critiques. L'ONU, l'Union européenne et des ONG ont réclamé des enquêtes indépendantes, idée rejetée par Israël. Les États-Unis, grand allié d'Israël, ont bloqué les démarches en ce sens à l'ONU. Sur le terrain, les médecins font le constat répété de blessures sévères évoquant des situations de guerre. «Ce qui est inhabituel, ce sont les lésions, l'étendue des plaies et les fragmentations multiples des os», dit Marie-Elisabeth Ingres, une responsable de Médecins sans frontières. MSF dit avoir dispensé des soins post-opératoires à presque 600



Ph. A. D. R.

patients depuis fin mars. Abdel Latif el-Hajj, directeur général des hôpitaux à Ghaza, accuse Israël d'utiliser à dessein un type particulier de munitions causant une infirmité irréversible. Selon Amnesty International citant les autorités gazaouies, plus de 5 500 Palestiniens ont été blessés depuis le 30 mars, parmi lesquels plus de 1 700 à balles réelles, dont la moitié atteints aux jambes, notamment aux genoux. La nature des blessures suggère l'emploi d'armement «visant à causer le maximum de dommages» et «l'apparente volonté de tuer ou de mutiler», dit l'organisation dans un communiqué. L'armée israélienne a dit à l'AFP qu'elle se servait «uniquement d'armement standard et de munitions légales au regard du droit international». Elle encourage en outre à prendre «avec précaution» les informations des autorités sanitaires gha-

zaouies, contrôlées par le Hamas. Marie-Elisabeth Ingres relève que «l'impact se fera sentir à long terme, non seulement sur les individus mais sur le système de santé, sur les familles, sur la société en général». Le système médical gazaoui est déjà durement éprouvé par les guerres, le blocus imposé par Israël pour contenir le Hamas, la pauvreté et les pénuries. Les hôpitaux n'ont plus que quelques semaines de solutions salines, d'antibiotiques intraveineux et de stabilisateurs osseux, dit le directeur des hôpitaux gazaouis. Ils ne disposent plus que d'une cinquantaine d'appareillages orthopédiques pour les os détruits ou endommagés. «Je crains que nous n'en ayons plus dans une semaine», s'alarme-t-il alors que la protestation est supposée culminer autour du 15 mai. R. C.



Points chauds

Protection

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la situation entre les autorités palestiniennes et israéliennes est de plus en plus volatile, l'État israélien peut une fois encore compter sur son allié et protecteur le plus solide, Washington, pour veiller à ses intérêts dans la région. En effet, le nouveau chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, entamait hier sa première tournée au Proche-Orient auprès d'alliés-clés des États-Unis, après avoir rencontré les membres de l'Otan à Bruxelles. Durant cette tournée de trois jours, Pompeo se rendra en Arabie saoudite, en Israël et en Jordanie, des opposants régionaux aux visées de l'Iran, pour des entretiens avant la décision attendue le 12 mai du président américain à propos de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. Pompeo assure que le président n'a pas encore pris sa décision. Fervent opposant à cet accord signé en juillet 2015, Donald Trump doit annoncer le 12 mai s'il «déchire» ce texte à l'aprem négocié entre l'Iran et les grandes puissances (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne), comme il l'a maintes fois promis. Ex-militaire de 54 ans, Pompeo était à la tête depuis janvier 2017 de la CIA et a traversé un épineux processus de confirmation parlementaire après sa nomination par M. Trump mi-mars. Il a fait face à l'opposition d'une majorité de Démocrates dénonçant son attitude va-t-en-guerre et des propos jugés islamophobes et homophobes, ainsi qu'à l'aile libertarienne des Républicains craignant ses velléités interventionnistes. Jeudi, Trump a qualifié Pompeo d'«atout exceptionnel» pour les États-Unis à un «moment critique». Pompeo, qui a promis de s'adresser à ses équipes dès son retour à Washington prévu mardi, a relevé vendredi, après une rencontre avec des fonctionnaires de son ministère travaillant à l'Otan, que ces derniers «semblent avoir l'espoir de voir le Département d'État retrouver sa superbe». «Être professionnel, faire de la diplomatie, de la diplomatie américaine, tout autour du monde, voilà ma mission», a-t-il poursuivi. Hier en Arabie saoudite, Pompeo devait avoir des entretiens à Ryad avec son homologue saoudien Adel al-Jubeir avant un dîner avec le prince héritier Mohammed ben Salmane. Comme Trump et Pompeo, le prince saoudien est un farouche opposant à l'Iran. Il a engagé une intervention au Yémen contre les rebelles houthis qui a fait près de 10 000 morts depuis 2015 et provoqué «la pire crise humanitaire du monde», selon l'ONU. Ce conflit a pris progressivement une tournure de «guerre par procuration» entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite. Trump voudrait parallèlement voir Ryad faire davantage et dépenser plus pour soutenir les opérations anti-jihadistes dirigées par Washington en Syrie et permettre aux soldats américains de rentrer rapidement à la maison. Après l'Arabie saoudite, Pompeo se rendra en Israël pour des entretiens avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu puis en Jordanie qui dispose d'une longue frontière avec la Syrie. Mais l'on se doute que lors de sa visite en Israël le secrétaire d'État fraîchement nommé n'hésitera pas à assurer Netanyahu de son soutien et de celui de l'Administration américaine dans son ensemble, alors que le Premier ministre israélien continue sa guerre contre les «Marcheurs» palestiniens désarmés. Une guerre sournoise que Washington ne condamne pas, laissant l'armée israélienne continuer son massacre.

F. M.

Yémen

Nouvelle frappe de la coalition, des «dizaines» de rebelles tués

Des dizaines de rebelles dont deux commandants ont été tués au Yémen dans une frappe de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, a indiqué hier un média saoudien, un nouveau revers pour les insurgés après l'assassinat de leur chef politique. Le nouveau raid aérien a été mené vendredi soir dans la capitale yéménite Sanaa aux mains des rebelles, selon la télévision d'État saoudienne Al-Ekhbariya. Les rebelles Houthis ont confirmé la frappe sans autres détails. C'est en mars 2015 qu'une coalition militaire commandée par l'Arabie saoudite est intervenue au Yémen voisin pour aider le pouvoir d'Abd Rabbo Mansour Hadi à stopper l'avancée des Houthis pro-iraniens qui s'étaient emparés de vastes pans du territoire dont Sanaa. En riposte, semble-t-il au nouveau raid, les rebelles ont dit avoir tiré hier huit

missiles en direction du territoire saoudien. Mais les autorités saoudiennes ont affirmé avoir intercepté quatre missiles au-dessus de la ville frontalière de Jizan. Avec la multiplication des frappes ciblées contre les rebelles, l'Arabie saoudite reste fermement décidée selon des experts, à privilégier une solution militaire au conflit qui a fait près de 10 000 morts et provoqué une très grave crise humanitaire. Selon la chaîne Al-Ekhbariya, plus de 50 rebelles dont deux commandants ont péri dans le raid à Sanaa. Ce dernier a visé une réunion au siège du ministère de l'Intérieur qui préparait les funérailles de Saleh Al-Sammad, chef du Conseil politique suprême des Houthis, assassiné le 19 avril dans un raid revendiqué par la coalition, a indiqué la chaîne à capitaux saoudiens Al-Arabiya. Hier en milieu de journée à Sanaa, des

milliers de partisans des Houthis ont défilé dans les rues pour les funérailles de Saleh Al-Sammad, numéro deux des rebelles tués avec six de ses compagnons, selon un correspondant de l'AFP sur place. Des rebelles en treillis militaire ont marché devant le corbillard suivi de six autres véhicules couverts du drapeau yéménite. Saleh al-Sammad est le plus haut responsable politique rebelle à être tué depuis le début du conflit. Son convoi a été visé à Hodeida, dans l'ouest du pays. Cet assassinat est «le plus grand succès de la coalition jusqu'ici et cela indique que les capacités de renseignements (celle-ci) s'améliorent», a dit Adam Baron, expert à l'European Council on Foreign Relations. Mais, a-t-il ajouté, dans le passé, les Houthis «ont perdu des leaders clés» et ils «ont réussi à rebondir».



Ouverture du Festival international de danse contemporaine

Une édition sous le signe de la fusion



Par Abla Selles

Organisé à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, la soirée inaugurale du

Festival international de danse contemporaine a permis au public, venu nombreux, de découvrir le spectacle «Dialogue avec l'infini», du chorégraphe italien Marinel Stefanescu, qui a

réuni des danseurs algériens et italiens. Cette création a été élaborée suite à un projet en collaboration avec l'Institut culturel italien d'Alger et aborde par la danse les différentes agressions

■ *Le neuvième Festival international de danse contemporaine s'est ouvert vendredi soir à Alger, par une nouvelle création algéro-italienne, outre des prestations d'autres troupes participant à l'événement. Cette édition, qui s'inscrit sous le signe de la fusion, met à l'honneur la créativité des participants.*

que subit l'homme au quotidien dans son environnement (pollutions, conflits, addictions aux nouvelles technologies, etc.) avec un fil conducteur musical fluide. «Dialogue avec l'infini» est également un spectacle qui a exploité, à un point assez avancé, les possibilités techniques qu'offre l'Opéra d'Alger en matière de mobilité de la scène, de lumières et d'effets visuels.

Ce spectacle s'inscrit dans la thématique de cette édition placée sous le signe de la fusion. Plusieurs autres expériences ras-

semblant des danseurs algériens et étrangers sont au programme du festival.

En première partie de la soirée, la chorégraphie «Fusionnel» de Fatima-Zohra Senouci Namous, commissaire du festival, a été exécutée par ses jeunes élèves de la compagnie «Arabesque» dans un style bien plus proche de la danse classique que du contemporain.

Le public de l'Opéra d'Alger a également eu l'occasion d'apprécier les fondamentaux de la danse moderne et de la danse contemporaine avec un spectacle se rapprochant de la démonstration, exécuté par les trois danseurs de la compagnie française «Hallet Eghayan».

En fin de soirée, le quatuor de danseurs hongrois du «Feledi Project» a également enchanté le public par une chorégraphie entraînante et accessible dans une ambiance jazzy.

La soirée s'est déroulée en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et de son homologue tunisien Mohamed Zine El Abidine en visite à Alger à l'occasion des Journées culturelles tunisiennes en Algérie.

Le 9^e Festival international de danse contemporaine se poursuit à l'Opéra d'Alger jusqu'au 30 avril, en plus de trois représentations prévues au Palais de la culture Moufdi-Zakaria et à la salle El-Mouggar.

A. S.

Festival culturel européen

Le trio suédois Bazar Bla en concert à Alger

Le trio suédois Bazar Bla a gratifié, vendredi soir à Alger, le public d'une palette de sons uniques et allègres exécutés sur la nyckelharpa, instrument de musique traditionnelle. Constitué de trois musiciens dont le virtuose de la guitare basse électrique Meyer et Johan Hedin, spécialiste de la nyckelharpa, le trio Bazar Bla se produit pour la première fois en Algérie dans le cadre du 19^e Festival culturel européen, ouvert jeudi.

Durant une heure et demie, le public de la salle Ibn-Zeydoun a eu droit à un road trip à travers une musique psychédélique et

savante. Sur un fond de percussions exécuté par Fredrik Gille, le trio qui célèbre ses 20 années d'existence, a déroulé un répertoire original puisé dans leur album *Twenty*, un extraordinaire road trip musical sorti en 2016. *Dussinpoliskan*, *Aziza*, *Strax* ou encore *Flyten*, sont entre autres titres puisés du dernier album, parfaitement exécutés lors de cette deuxième soirée du 19^e Festival européen. Le public, nombreux à venir (re)découvrir la nyckelharpa, instrument nordique sous forme de violon assez épais, ont certainement apprécié les prouesses du vir-

tuose de la guitare-basse Meyer, qui a fait également ses preuves dans la maîtrise du oud (luth), autre instrument à cordes plutôt répandu dans le pourtour méditerranéen.

Installé en Suisse, Meyer s'était associé aux derniers projets du compositeur et maître tunisien de l'oud, Anouar Brahem.

«Ma musique est fondée en grande partie sur l'expérimentation. Les espaces dans lesquels elle est jouée affectent profondément mes compositions solo et improvisations», a confié l'artiste à la presse.

F. H.

Echanges culturels

La culture tunisienne s'invite à Alger

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et son homologue tunisien Mohamed Zin El-Abidine, ont affirmé, vendredi, que l'organisation par l'Algérie des Journées culturelles tunisiennes, à partir d'hier jusqu'au 30 avril courant, confèrent une fois de plus une nouvelle dynamique aux relations profondes liant les deux pays et peuples, et se veut une occasion

pour réaffirmer que l'Algérie et la Tunisie sont deux pays et un seul peuple.

Lors de l'audience qu'il a accordée à son homologue tunisien à Alger, M. Mihoubi a indiqué que les relations culturelles qui lient les deux pays n'ont connu aucune absence de la part des deux pays dans les manifestations qu'ils organisent, affirmant que la culture est à

même de renforcer les liens de fraternité entre les deux pays, des liens consolidés par les présidents des deux pays et qui sont enracinés dans l'histoire.

Pour sa part, le ministre tunisien, Mohamed Zin El-Abidine, a souligné l'importance des Journées culturelles tunisiennes organisées en Algérie, qui se veulent une relance renouvelée et une volonté des deux pays qui

partagent les facteurs géographique et historique.

Pour rappel, ces Journées culturelles verront l'organisation de plusieurs activités, dont l'animation d'une conférence sur «Les liens historiques profonds algéro-tunisiens», qui sera donnée par le D^r Mohamed El-Haddad, à la Bibliothèque nationale d'El-Hamma, ainsi que la présentation d'une pièce

M. K.

Décès

Le saxophoniste américain Charles Neville n'est plus

Le saxophoniste américain Charles Neville, du groupe «The Neville Brothers», est décédé jeudi à l'âge de 79 ans, a annoncé vendredi sa famille.

Le musicien, natif de la Crescent City, l'un des surnoms de la célèbre ville de Louisiane, est mort à son domicile dans le Massachusetts, a indiqué sa famille dans un communiqué. «Tu as contribué à me façonner ainsi que je suis aujourd'hui et je (te) serai toujours reconnaissant. Je verrai toujours ton sourire contagieux sur la scène à côté de moi, ça me donnera toujours le sourire», a assuré dans le communiqué le chanteur Aaron Neville, le leader du groupe qui a poursuivi avec succès une carrière en solo.

Le groupe The Neville Brothers – dont les

chansons les plus connues comprennent «Sister Rosa», un hommage à l'icône des droits civiques Rosa Parks – maîtrisait à la perfection le funk (qui se dit fonk à La Nouvelle-Orléans), mélangeant des sons de reggae, jazz, calypso, rock, gospel ou encore de second line, ce rythme chaloupé si caractéristique des fanfares de parades du carnaval de La Nouvelle-Orléans.

Le groupe était aussi connu pour sa musique amérindienne. Ses frères Neville, en partie d'ascendance indienne Choctaw, ont également aidé à mettre en place The Wild Tchoupitoulas, une de ces troupes de «Black Indians» défilant au carnaval à La Nouvelle-Orléans. Connus pour sa moustache en fer à cheval et son perpétuel optimisme,

Charles Neville avait fait ses débuts dans le groupe house Dew Drop Inn.

Le saxophoniste a passé plusieurs années en prison dans les années 1960 en raison de sa consommation de marijuana, ainsi que dans une prison de Louisiane où il croisa James Booker, pianiste réputé de La Nouvelle-Orléans.

Après avoir déménagé à New York, il avait développé une dépendance à la méthadone. Mais dans les dernières années de sa vie il avait réussi à se défaire de cette addiction et menait depuis plusieurs années une vie particulièrement saine. Il était d'ailleurs devenu végétarien et pratiquait la méditation. Il était marié et avait douze enfants.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des beaux-arts d'Alger
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

Galerie d'Art Mohamed-Racim
(5 avenue Pasteur, Alger)
Jusqu'au 30 avril :

Exposition individuelle de peinture de l'artiste peintre Nordine Mokkedes, sous le thème «Les pixels dans la peinture».

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
Mardi 1^{er} mai à 19h :

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel célèbre la Journée internationale du jazz. Jean-Marie Ecay Sextet rend hommage à didier lockwood.

Théâtre national algérien
Mahieddine-Bachtarzi (Alger)
Jeudi 3 mai à 20h :

Spectacle «Une Famille de Ouï» de Mohamed le Suédois.



Coupe d'Algérie féminine U17 L'ASE Alger-Centre et le JF Khroub animeront la finale

L'ASE ALGER Centre et la Jeunesse Féminine d'El Khroub se sont qualifiées pour la finale de la Coupe d'Algérie de football féminine de la catégorie U17, à l'issue des demi-finales disputées vendredi.

L'équipe U17 de l'ASE Alger-Centre s'est imposée face à l'USF Béjaïa sur le score de deux buts à un (2-1) à Tizi Ouzou, alors que la Jeunesse d'El

Khroub a éliminé l'Athletic Club de Biskra sur le score de trois buts à zéro, lors de la seconde demi-finale disputée à Batna.

Les demi-finales de la catégorie de moins de 20 ans, opposant CF Akbou- ASE Alger Centre et Affak Relizane-JF Khroub, devaient avoir lieu hier à partir de 10h00 aux stades de Tizi-Ouzou et de Reghaïa.

Sport mécanique/15^e édition du rallye international des Colombes

33 équipages au rendez-vous du 30 avril au 5 mai



étape est prévue entre Alger et Biskra en passant par la ville de Boussaâda où les participantes devraient faire une pause de deux heures. La seconde étape est programmée entre Biskra - Biskra en

SOIXANTE-SIX participantes représentant trente-trois équipages, dont cinq étrangers, prendront part à la 15^e édition du rallye international des Colombes, prévu, en Algérie, du 30 avril au 5 mai, a appris l'APS, vendredi, auprès de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM). Outre l'Algérie (pays hôte) qui participera avec 28 équipages, quatre autres nations seront présentes à cette manifestation. Il s'agit du Canada (1 équipage), France (2 équipages), Italie (1 équipage) et la Tunisie (1 équipage).

Ce rallye, destiné exclusivement aux dames, sera disputé sur quatre étapes, alors que le contrôle technique des véhicules est prévu lundi 30 avril. Le coup d'envoi de la course sera donné mardi, le 1^{er} mai 2018, depuis le siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à la place du 1^{er}-Mai (Alger), à 08h00. La première

passant par les Oasis El Ghoufi, alors que le troisième étape sera disputée entre Biskra et les hauteurs de Tikjda (Bouira). La quatrième et dernière étape aura lieu entre Tikjda et Alger. «Le nombre des participantes étrangères n'est pas important à cause des visas, mais le plus important pour nous est de relancer ce rallye qui n'a pas eu lieu l'an dernier. On pouvait toucher la barre de 60 équipages mais les visas ont joué un mauvais rôle. Il faut que vous sachiez qu'il s'agit aussi de la première participation du Canada», a indiqué le président de la FASM, Chiheb Balout. Et d'ajouter : «Nous avons opté pour la ville de Biskra car c'est un pôle touristique par excellence». Selon la même source, cet événement est unique en Algérie pour les dames et important pour l'instance fédérale. Le rallye international des Colombes ne figurait pas au calendrier de la FASM la saison écoulée.

vGrand Prix 2018 de Vovinam viet vo dao L'AS Sûreté Nationale haut la main

LE CLUB de l'AS Sûreté Nationale a remporté la 10^e édition du Grand Prix (Messieurs/Dames) de vovinam viet vo dao, disputée vendredi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), après avoir totalisé onze médailles d'or en Kata et Combat. L'ASSN a outrepassé dominé cette compétition, en raflant onze des vingt médailles d'or qui étaient mises en jeu dans ce tournoi, et qui furent rehaussées d'une médaille d'argent et d'une bronze. Ce qui l'a placée largement devant l'Olympique de Bourouba, deuxième avec 6 or, 6 argent et 2 bronze. Le podium a été complété par le Club Safir des Eucalyptus (Alger), qui lui s'était contenté de deux médailles : 1 or et 1 bronze. L'ASSN s'offre ainsi un triplé his-

torique en vovinam viet vo dao, car déjà vainqueur du Championnat national et de la Coupe d'Algérie 2018. «On est très fiers de ce nouveau sacre, qui prouve la régularité de nos athlètes, qui pour la plupart sont des internationaux», a indiqué à l'APS l'entraîneur de l'ASSN dans la spécialité kata, Mourad Lounès. Avec une récolte personnelle de trois médailles d'or, l'internationale Dalal Zairi a été une des plus grandes artisanes du sacre de l'ASSN. Pour sa part, le président de la Fédération algérienne de vovinam viet vo dao, Mohamed Djouadj, s'est dit «satisfait du niveau général de la compétition», marquée par la participation de plusieurs internationaux «ce qui a grandement contribué à relever le niveau».

Ligue 1 Mobilis (28^e journée-matches avancés) Le NAHD menace le CSC, le MCA piégé

■ Le Nasr Hussein Dey a pris seul la deuxième place au classement général de la Ligue 1 Mobilis de football, après sa son succès (2-1) chez l'Entente de Sétif, pour le compte de la 28^e journée, marquée également par l'excellente opération de l'USM Bel-Abbès qui a franchi un grand pas vers le maintien après sa victoire (2-1) face au MC Alger.

Par Mahfoud M.

Sur leur lancée, les Sang et Or ont ouvert le score dès la 35^e par Ahmed Gasmi, avant que Abderraouf Chouiter ne double la mise à la 50^e, alors que les Sétifiens ont attendu la 88^e pour sauver l'honneur, par l'intermédiaire de Hamza Banouh. Grâce à cette importante victoire, la cinquième en déplacement pour le Nasria cette saison, le club de Bilal Dziri consolide sa place de Dauphin, avec 48 points à deux longueurs du leader le CS Constantine qui compte un match moins contre la JS Kabylie. En revanche, l'Aigle noir qui a enregistré sa deuxième défaite de rang après celle face à Paradou (4-2), reste scotché à la 6^e place, qu'il partage provisoirement avec l'USM Alger, avec 39 points pour chaque club. L'ESS qui a vécu une fin de semaine mouvementée avec la démission surprise de l'entraîneur Abdelhak Benchikha, a mal préparé son prochain match en déplacement contre TP Mazembe prévu le 4 mai à Lubumbashi pour le compte de la première journée de la Ligue des champions, groupe B. Le même scénario s'est produit au stade Omar-Hamadi de Bologhine, avec une ouverture du score précoce des visiteurs, signée Mouloud Nabil Metref (15). A la seule différence que le



Parcours exceptionnel pour le Sang et Or

Mouloudia a commencé par égaliser, grâce à Walid Derrardja, ayant transformé un penalty à la 54^e, avant de concéder le deuxième but dans la foulée, face à Ameer Bouguettaya (55). Une excellente opération pour le finaliste de la Coupe d'Algérie, qui grâce à cette importante victoire chez le Doyen se hisse provisoirement à la 9^e place du classement général, avec 35 points. Ce qui lui procure cinq longueurs d'avance sur le premier club non reléguable, l'Olympique de Médéa, alors qu'il ne reste plus que deux journées avant le tom-

ber de rideau. Avec ce succès, le 5^e en déplacement cette saison, les hommes de Cherif El Ouazzani ont bien préparé leur finale de la Coupe d'Algérie contre la JSK, prévue mardi prochain au stade 5-Juillet. Pour sa part, le MCA, qui semble avoir complètement lâché prise dans cette dernière ligne droite du parcours, recule à la 4^e place du classement général avec 44 points et risque de finir la saison loin du podium, ce qui serait une grosse déception pour les hommes de Bernard Casoni.

M. M.

USM Alger Koudri affirme qu'il ne se taira pas

Le milieu récupérateur de l'USM Alger, Hamza Koudri, suspendu deux ans par la commission de discipline de la LFP, dont un an avec sursis, pour l'agression présumée d'un officiel lors de la défaite de son équipe chez le CS Constantine (2-1) pour le compte la 27^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi qu'il «fera appel» de cette décision et est même «prêt à aller devant la justice» s'il le faut. «Je n'ai pas agressé cette personne. Outre les dizaines de témoins qui peuvent le confirmer, il existe une vidéo qui prouve la véracité de mes dires», a affirmé le porteur d'eau des Rouge et Noir lors d'une conférence de presse, animée vendredi au stade Omar-Hamadi. «Après la fin du match contre le CSC, plusieurs personnes sont entrées sur le terrain pour féliciter leurs joueurs, car considérant qu'ils venaient de franchir un grand pas vers le titre

de champion après cette victoire. La main courante grouillait de monde et on ne savait plus qui était qui. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai demandé à cet officiel de ne pas me toucher, car je ne le connaissais pas, et par conséquent, j'ai considéré qu'il n'était pas en droit de me tirer par le maillot», a commencé par expliquer l'ancien N.6 du MCA. «Le fait de lui avoir dit : "Enlève ta main, ne me touche pas" semblait l'avoir beaucoup vexé, car il semblait croire que son statut de commissaire au match lui conférerait tous les droits», a estimé Koudri, ajoutant que cet officiel lui a alors dit : «Puisque c'est comme ça, ta carrière est finie. C'est moi qui te mettrai au placard». Selon le joueur, le commissaire au match «a répété plusieurs fois cette phrase, et ne sachant pas qui il était, j'ai réagi, car trouvant inadmissible qu'un joueur se fasse menacer de la sorte sur son lieu

de travail et par le premier venu». Koudri s'est présenté comme «une victime» dans cette affaire, d'où son intention de faire appel, et même «aller en justice s'il le faut», pour reprendre ses propres propos. «Mon club est derrière moi et j'ai entièrement confiance en mes dirigeants», a-t-il ajouté. Outre ces deux ans de suspension dont un an avec sursis, Koudri a écopé d'une amende de 150 000 DA, au moment où son coéquipier Raouf Benguit, expulsé lors du même match, a été suspendu 8 matchs, dont quatre avec sursis pour «tentative d'agression envers officiels». Ce joueur a écopé également d'une amende de 60 000 DA. Leur coéquipier Ayoub Abdellaoui est le seul à s'être plus ou moins tiré à bon compte, car n'ayant écopé que de 3 matchs de suspension, dont 1 avec sursis, ainsi qu'une amende de 30 000 DA pour «voie de fait».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Appel du ministère du Travail sur la représentativité

Sur 65 syndicats, 30 seulement ont répondu

SUR les 65 syndicats des travailleurs et organisations professionnelles inscrits au niveau du ministère du Travail, plus d'une trentaine de syndicats n'ont pas répondu à l'appel de représentativité lancé par le ministère du Travail début mars dernier. Ils seront considérés «non représentatifs» et seront radiés.

Début mars dernier, le ministère du Travail avait exigé des organisations syndicales de travailleurs salariés et d'employeurs de se conformer à la loi en justifiant leur représentativité auprès de leurs employeurs et de l'autorité administrative compétente. Le délai était alors fixé à un mois, soit le 31 mars. Aujourd'hui, presque un mois après expiration de ce délai, le ministère du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale a communiqué un bilan définitif des organisations sociales qui ont justifié leur existence. Seulement 30 organisations sur un total de 65 à avoir répondu à l'exigence de conformité en présentant leurs données.

Le ministère du Travail a rappelé que 17 sur les 30 organisations syndicales ont adhéré et transmis les éléments de la représentativité, selon les nouvelles formalités, en renseignant et en transmettant les informations, soit en téléchargeant le nouveau canevas d'information à partir du site officiel du ministère, ou dans le CD ROM qui leur a été transmis.

Pour rappel, le ministère du Travail avait, dans son communiqué de mars averti quant au respect du délai d'un mois accordé pour la mise en conformité avec les dispositions de la loi 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical, notamment ses articles 10, 34 et 37 relatifs à l'exercice du droit syndical et les modalités de représentativité.

Il s'agit des organisations syndicales suivantes :

- L'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), présidée par Sidi Saïd Abdelmadjid. Le Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP), présidé par Felfoul Belkacem. Le Syndicat National des Corps Communs et des Ouvriers Professionnels de l'Education Nationale (SNCCO-PEN), présidé par Bahar Ali. Le Syndicat National des Enseignants Chercheurs Hospitalo-Universitaires (SNECHU), présidé par Wahiba Ouahioune. Le Syndicat National des Praticiens Spécialistes de Santé Publique (SNPSSP), présidé par Mohamed Youf. Le Syndicat National des Praticiens de Santé Publique (SNPSP), présidé par Lyes M'rabet. Le Syndicat National Algérien des Psychologues (SNAPSY), présidé par Khaled Keddad. Le Syndicat Algérien des Paramédicaux (SAP), présidé par Lounes Ghachi. Le Syndicat National des Professeurs de l'Enseignement Paramédical (SNPEPM), présidé par Benyoucef Benyoucef. Le Syndicat National des Vétérinaires Fonctionnaires de l'Administration Publique (SNVFAP), présidé par Saïda Akali. Le Syndicat National des Magistrats (SNM), présidé par Djamel Aidouni. L'Organisation Nationale des Journalistes Sportifs Algériens (ONJSA), présidé par Youcef Tazir. Le Syndicat National du Personnel Navigant Commercial Algérien (SNPNCA), présidé par Karim Ourrad. Le Syndicat National des Techniciens Maintenance Avions (SNTMA), présidé par Ahmed Boutoumi. Le Syndicat des Pilotes de Lignes Algériens (SPLA), présidé par Karim Seghouane. Le Syndicat National des Magistrats de la Cour des Comptes (SNMCC), présidé par Ahmed Chikhaoui. Le Syndicat National du Personnel de la Circulation Aérienne (SNPCA), présidé par Djamel Ait Abdelmalek.

En revanche, treize organisations syndicales ont transmis leurs dossiers, sans respect du nouveau canevas d'information. Il s'agit, selon le ministère du Travail du Syndicat Autonome des Personnels des Affaires Etrangères (SAPAE). L'Union Nationale du Personnel de l'Education et de la Formation (UNPEF). Le Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Education et de la Formation (SATEF). Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTTE). Le Syndicat National Autonome des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Technique (SNAPEST). Le Conseil National Autonome du Personnel Enseignant du Secteur Ternaire de l'Education (CNAPESTE). Le Syndicat National des Médecins Généralistes de Santé Publique (SNMG-SP). Le Syndicat National des Journalistes (SNJ). Le Syndicat National des Electroniciens et Electrotechniciens de la Sécurité Aérienne (SNESA). Le Conseil National Autonome des Imams et des Fonctionnaires du Secteur des Affaires Religieuses et Wakfs (CNAIFSARW). Le Syndicat National des Travailleurs de la Formation Professionnelle (SNTFP). Le Syndicat National de l'OAIC. Et enfin du Conseil National des Enseignants du Supérieur (CNES) (conflit interne).

Louiza Ait Ramdane

Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Loimis

Djalou@hotmail.com

Bordj Badji Mokhtar

Huit contrebandiers interceptés et saisie de 4 véhicules tout-terrain

■ Huit contrebandiers ont été interceptés vendredi à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), qui a saisi 4 véhicules tout-terrain et d'autres objets, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a intercepté, le 27 avril 2018 à Bordj Badji Mokhtar, huit contrebandiers et saisi quatre

véhicules tout-terrain, trois groupes électrogènes, trois moteurs piqueurs et un détecteur de métaux», précise la même source. D'autre part, des gardes-côtes «ont mené, à Skikda, une opération de sauvetage de qua-

torze individus qui étaient à bord d'une embarcation de construction artisanale au nord de Cap Bougaroune à Collo», souligne le communiqué.

S. O.

Angola : dos Santos n'est plus président du MPLA

Après 38 ans au pouvoir...

L'ANCIEN président angolais Jose Eduardo dos Santos, récemment remplacé après 38 ans au pouvoir, ne sera également plus président du parti au pouvoir, le MPLA, a annoncé vendredi un communiqué officiel. Le nouveau chef de l'Etat, Joao Lourenco, qui l'a remplacé l'an dernier, va lui succéder à la tête du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), précise le communiqué du parti qui tiendra un congrès spécial en septembre prochain. Lourenco, figure du MPLA et ministre loyal sous dos Santos, a agi rapidement contre la corruption d'Etat et le népotisme depuis son arrivée au pouvoir. Un des fils dos Santos, José

Filomeno, a été récemment inculpé pour une tentative de détournement de 1,5 milliard de dollars pendant qu'il dirigeait le fonds souverain du pays. La fille, Isabel dos Santos, fait l'objet d'une enquête portant sur des virements suspects alors qu'elle exerçait les fonctions de P-DG de la compagnie pétrolière nationale Sonangol. En outre des dizaines de hauts fonctionnaires ou patrons d'entreprises publiques ont été récemment remerciés. Plusieurs hauts responsables de l'armée ont été limogés lundi par le président, dont le chef d'état-major et le chef des services de renseignements extérieurs.

R. I.

Transport aérien Perturbations sur les vols d'Air Algérie vers la France

LA COMPAGNIE aérienne nationale Air Algérie a annoncé samedi de «fortes perturbations» sur ses vols vers la France suite à un mouvement social des aiguilleurs du ciel du secteur de Marseille, a indiqué à l'APS la responsable de la communication de cette compagnie, Mounia Bertouche. En conséquence, plusieurs vols programmés de et vers la France y sont touchés pour les journées de samedi et dimanche, a-t-elle avisé. K. L.